Projet de Développement de l'Élevage à Koulikoro et Kita II (PRODEL-K II)
Cofinancé par la Direction Générale de la coopération au Développement
(Coopération belge)

RAPPORT

EVALUATION FINALE DU PROJET DE DEVELOPPEMENT DE L'ELEVAGE A KOULIKORO ET KITA (PRODEL K II)

(Version Finale)

Évaluation conduite par le bureau BERCAP- SAHEL
Rapport élaboré par :

- Ibrahim NIENTA, Socio-économiste, Consultant Principal et Chef de la mission;
- Abdoulaye KONTA, Ingénieur Zootechnicien, Consultant Associé de la mission d'évaluation.

JANVIER 2014

SOMMAIRE

Liste des abréviations 3
I_ INTRODUCTION 4
II_ CONTEXTE DE L'EVALUATION 6
III_ OBJECTIFS/CRITERES D'EVALUATION, PRESENTATION DES RESULTATS ET METHODOLOGIE 10
3.1_ Objectifs et critères de l'évaluation 10
3.2_ Présentation des résultats à évaluer 15
3.3_ Approche méthodologique 17
IV_ PRESENTATION DES RESULTATS DE LEVALUATION 21
4.1_ Caractéristiques des répondants 21
4.2_ La Pertinence 21
4.2.1_ L'alignement des produits du projet à l'OMD 1 : 21
4.2.2_ L'alignement des produits du projet à l'OMD 3 : 22
4.2.3_ L'alignement des produits du projet à l'OMD 7 : 22
4.2.4_ L'alignement des produits à la Politique Nationale de l'Elevage : 23
4.2.5_ L'alignement des produits à la LOA : 23
4.2.6_ L'alignement des produits aux PDESC : 23
4.2.7_ L'alignement des produits aux PSA des Communes : 24
4.3_ L'Efficacité 25
4.3.1_ Le niveau de réalisation des indicateurs : 25
4.4_ L'Efficience 38
4.4.1_ Disponibilité et Suffisance des ressources allouées : 38
4.4.2_ Acceptabilité et Adéquation des ressources allouées : 39
4.5_ La Pérennité 40
4.5.1_ Appropriation des bénéficiaires : 40
4.5.2_ Autonomisation des bénéficiaires : 40
4.5.3_ Internalisation des bénéficiaires : 41
4.6_ Les effets ou impacts 41
4.6.1_ Génération de revenus : 41
4.6.2_ Facilitation de l'accès aux aliments bétails : 42
4.6.3_ Valorisation du lait local : 42
4.6.4_ L'Emergence d'une dynamique local de développement : 43
4.6.5_ La création d'emploi : 43
4.6.6_ La diminution des maladies bovines, ovines et caprines: 43
4.6.7_ Le renforcement des capacités des services techniques: 44
V_ LES CONTRAINTES ET LES FACTEURS DE SUCCES 49
5.1_ Les contraintes 49
5.2_ Les facteurs de succès 51
VI_ LES DIFFERENTES PERSPECTIVES 53
VII_ LES DIFFERENTES RECOMMANDATIONS 55
VIII_ CONCLUSION 58

Liste des abréviations

AGR	Activité Génératrice de Revenus
BAB	Banque d'Aliments Bétail
BD	Bénéficiaire Direct
BNDA	Banque Nationale de Développement Agricole
CSLP	Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
CVPP	Cabinet Vétérinaire Privé de Proximité
DNPIA	Direction Nationale des Productions et des Industries Animales
GAR	Gestion Axée Résultat
GF	Groupement Féminin
ICD	Initiatives Conseils Développement
IMF	Institution de Microfinance
IOV	Indicateur Objectivement Vérifiable
LOA	Loi d'Orientation Agricole
PIB	Produit Intérieur Brut
PLP	Partenaire Local Principal
PN	Productivité Numérique
PPM	Programme de Prophylaxie Médicale
PRODELK	Projet de Développement de l'Elevage à Koulikoro et Kita
STD	Service Technique Déconcentré
VSF-B	Vétérinaires Sans Frontières Belgique

I_ INTRODUCTION

Avec un effectif de plus de 7 millions de bovins, 20 millions d'ovins et de caprins et plus de 25 millions de volaille, le sous-secteur de l'élevage au Mali occupe une place importante dans l'économie nationale. Il est estimé que l'activité est pratiquée par 80% de la population rurale et constitue une importante source de subsistance de celle-ci. C'est pourquoi l'élevage occupe une place de choix dans les stratégies de développement du Mali dont le CSLP constitue le cadre de référence.

Cependant, en dépit de cette importance, l'élevage est aujourd'hui en proie à de nombreuses contraintes qui limitent son développement. En effet, les investissements et appuis en faveur de ce sous-secteur ont stagné au cours de ces dernières années.

En raison des difficultés de valorisation, le sous-secteur élevage se révèle assez peu rentable au regard des potentialités qu'il recèle.

Les investissements et appuis en faveur du secteur de l'élevage ont été relativement faibles ces dernières années, comme l'atteste le nombre limité de ses projets et programmes en cours d'exécution. Aussi, l'élevage, en fournissant en moyenne 11% du PIB, bénéficie moins de 10% des investissements publics du secteur du développement rural, alors que l'agriculture bénéfice de plus de 80% de ces investissements et ne fournit en moyenne que 21% du PIB.

Les problèmes d'alimentation du cheptel, de suivi sanitaire des animaux, de commercialisation et d'exportation des produits d'élevage sont devenus de plus en plus préoccupants.

De plus, le sous secteur d'élevage génère relativement peu d'emplois. Cependant on estime que 80 % de la population pratiquent l'élevage. L''élevage (en particulier celui des espèces à cycle court) constitue en

effet une des principales sources de revenus des populations rurales dans toutes les régions du pays.

Par ailleurs l'amélioration des systèmes de production et le développement de la transformation des produits d'élevage offrent des perspectives d'accroissement significatif de l'emploi dans ce sous secteur.

II_ CONTEXTE DE L'EVALUATION

Comme nous l'avons évoqué dans l'introduction, le cheptel malien est l'un des plus importants de l'Afrique de l'Ouest. Le bétail constitue le troisième produit exporté par le Mali, après l'or et le coton. Selon le document de la politique nationale de l'élevage, la contribution de l'élevage à l'économie nationale est d'environ 12% grâce à un cheptel estimé en 2011 à plus de 7 millions de bovins, plus de 20 millions d'ovins - caprins et plus de 25 millions de volaille.

La région de Koulikoro, compte environ 960 000 bovins (races zébu maure, peul, n'dama et méré), 797 000 caprins, 618 000 ovins et 5 600 000 volailles.

Malgré des tentatives d'amélioration génétique, une grande partie du cheptel est constituée d'animaux de races locales peu productives.

Malgré son importance numérique, on constate une faible productivité due notamment à de nombreux problèmes récurrents dont les principaux sont :

- Une alimentation animale déficiente tant en quantité qu'en qualité, principalement en saison sèche (période de soudure) ;
- Une contrainte hydrique forte qui pèse sur le bon abreuvement du cheptel ;
- La difficulté d'accès à un service et à des soins de santé animale de proximité et de qualité ;
- Le faible potentiel productif des races locales ;
- Le faible taux d'exploitation du troupeau ;
- L'absence de filières d'écoulement et de transformation bien définies et la difficulté pour les éleveurs d'accéder aux marchés (lait, viande, cuirs et peaux) ;

- Un faible niveau d'investissement dans l'élevage (10% des investissements publics dans le secteur du développement rural quand l'agriculture représente 80% de ces mêmes investissements) ;
- La difficulté des éleveurs en matière d'accès au crédit ;
- La faiblesse des organisations de base ;
- L'insuffisance des liens entre la recherche et la vulgarisation;
- Faible professionnalisme des éleveurs.

Malgré toutes ces contraintes, un certain nombre d'éléments permettent d'envisager favorablement des actions d'amélioration du sous-secteur :

- Une demande importante des éleveurs en termes d'amélioration des pratiques traditionnelles adaptées au contexte local ;
- Une demande en produits locaux de qualité non satisfaite que ce soit au niveau des communes secondaires ou du district de Bamako (lait et viande) ;
- Une offre locale en sous-produits agro industriels (aspect à relativiser au regard des difficultés de la filière coton) ;
- Une demande locale mais aussi extérieure en produits animaux sur pied ou transformés ;
- Une législation vétérinaire adaptée qui a conduit à la privatisation du secteur et à la création du mandat sanitaire.

Par ailleurs l'impulsion du sous –secteur repose sur une modernisation des facteurs de production, une amélioration de l'accès au crédit, une professionnalisation des acteurs (renforcement des capacités, statut), une approche marché et des meilleures infrastructures.

Si la place de l'Etat reste importante, en particulier à travers ses services déconcentrés, il n'en reste pas moins que c'est bien une réelle synergie qui est recherchée entre tous les acteurs du développement rural :

opérateurs privés, organisations paysannes, chambres d'agricultures, organisations de la société civile et bien entendu exploitations agricoles.
Aussi, le gouvernement souhaite favoriser l'emploi des jeunes et des groupes vulnérables dans l'agriculture en soutenant les exploitations familiales mais aussi en appuyant la création de petites et moyennes entreprises rurales ou en s'engageant à nouveau pour la libéralisation de la profession vétérinaire.

Démarré en 2011, le projet PRODEL KII a été inscrit dans la suite du PRODEL K1 identifié et formulé en avril 2007. Le projet PRODEL KII a concentré ses activités sur la région de Koulikoro avec une extension dans la commune rurale de Sébékoro sous la demande des autorités locales du cercle de Kita qui relève de la région de Kayes.
Le projet (Phase II) devait consolider les acquis de la phase I et accroître le nombre de bénéficiaires à travers l'extension des actions. Contrairement à la première phase, la deuxième devait être exécutée suivant l'approche GAR.
L'objectif Global du PRODELK II est d'améliorer durablement l'économie et la vie sociale des ménages (agro)-éleveurs par l'optimisation de l'élevage paysan. Plus spécifiquement, il est attendu l'augmentation durable de la rentabilité de l'élevage en milieu rural. Cinq résultats intermédiaires doivent permettre l'atteinte de cet objectif spécifique.

- Résultat 1 : La santé animale du cheptel est améliorée de manière durable dans les communes d'intervention ;
- Résultat 2 : La productivité du cheptel est améliorée ;
- Résultat 3 : L'écoulement du lait est amélioré et le lait est mieux valorisé ;

- Résultat 4 : Les femmes bénéficient davantage des produits du petit élevage ;
- Résultat 5 : Les partenaires locaux sont renforcés en vue d'assurer la pérennisation des actions.

Malgré un démarrage tardif (juillet 2011), le projet PRODEL KII a exécuté les activités programmées et atteint les IOV dont certains ont été modifiés en cours d'exécution avec l'accord du bailleur de fonds.

La présente mission d'évaluation, qui s'inscrit dans ce cadre permettra de faire des recommandations nécessaires à la consolidation et au recentrage des actions au cours d'une éventuelle troisième phase du programme.

III_ OBJECTIFS/CRITERES D'EVALUATION, PRESENTATION DES RESULTATS ET METHODOLOGIE

3.1_ Objectifs et critères de l'évaluation

Conformément aux termes de références, l'objectif global de l'évaluation est d'apprécier les activités réalisées par le projet PRODELK II (phase 2 du projet) afin de faire des recommandations de formulation et de mise en œuvre pour une troisième phase du projet.

Il s'agira spécifiquement i) d'examiner les niveaux de réalisation et de performance de l'action d'une part et le degré de mise en œuvre des recommandations des monitorings précédents; ii) d'analyser la mise en œuvre du projet en rapport avec les critères de la GCP : Pertinence, approche stratégique (analyse par activité), effectivité, efficacité, efficience, durabilité. En conséquence, faire le point des effets induits sur les bénéficiaires par le projet ; iii) d'établir avec le projet, le partenaire local principal (PLP) et les groupes bénéficiaires un bilan final du projet, en vue d'identifier en commun les points forts et les points faibles de l'intervention et de dégager les mesures éventuelles à prendre pour assurer une pérennisation des résultats et dégager les orientations pour des actions futures ; iv) donner une appréciation globale sur le projet ; v) et enfin de formuler des recommandations claires pour conforter et orienter les choix d'une troisième phase du projet.

Les TDR donnent des indications et orientations quant aux critères d'évaluation et aux questions évaluatives pour atteindre non seulement les objectifs de l'évaluation mais aussi pour faciliter l'élaboration de la méthode et la conception des outils de collecte de données.

Les critères retenus pour cette évaluation se présentent comme suit :

- **Pertinence :**

<u>Observations relatives au contenu</u> :

L'évaluation de la pertinence du projet s'appliquera en particulier à montrer dans quelle mesure ses objectifs et priorités s'accordent avec les priorités existantes, compte tenu de l'environnement socio-économique existant. Comment ce projet s'insère t-il dans la politique nationale, voire internationale, en matière du développement de l'élevage?

- **Approche stratégique :**

<u>Observations relatives au contenu</u> :

L'évaluation de l'approche stratégique du projet s'appliquera en particulier à décrire les principaux enseignements tirés en termes d'activités, de méthodologies, de mise en œuvre et de possibilité de réplication des approches/technologies utilisées.

- **Effectivité :**

<u>Observations relatives au contenu</u> :

L'effectivité sert à apprécier :

- La matérialité et la qualité des réalisations, l'appréciation de la conduite des opérations, des méthodes et des procédures suivies, notamment vis-à-vis des partenaires locaux ;
- Des mécanismes d'organisation et de suivi/coordination ont été mis en place pour vérifier l'avancement de l'exécution du projet et ses effets sur les bénéficiaires, ceux-ci ont-ils été utilisés effectivement?
- Les moyens alloués au suivi/coordination sont-ils suffisants et adaptés à ses ambitions ?
- Quels ont été les principaux problèmes rencontrés et quelles mesures ont été prises pour y remédier ?

- L'organisation et le soutien administratif fourni par l'équipe du projet et par les partenaires locaux et techniques étaient-ils adaptés et suffisants ?
- Les services attendus ont-ils été quantitativement fournis ?

  - **Efficacité :**

<u>Observations relatives au contenu</u> :

Il s'agira de vérifier dans quelle mesure les objectifs prévus ont été atteints et les résultats obtenus ont permis de résoudre les problèmes identifiés. Les actions ont-elles eu les effets escomptés et/ou des effets négatifs (exemple : l'amélioration de l'accès aux différents services dans la zone est-elle significative)?

Quelles sont les caractéristiques et les dynamiques des partenaires locaux?

L'évaluation portera également une attention particulière sur les points suivants:

- Dans quelles mesures les partenaires (structures locales) ont-ils bénéficié des interventions?
- Dans quelles mesures les bénéficiaires sont-ils correctement outillés, sensibilisées et formés pour répondre à la mission qui leur est confiée (exemple: les différentes formations pour la gestion de l'élevage optimale) ?
- Y a t-il une réelle autonomisation financière et technique des structures créés?
- Les services et produits sont-ils accessibles à la plupart des bénéficiaires?

- Quels sont les bénéfices sociaux retirés des actions (individuels, collectifs: autonomie, cohésion, organisation, gestion du temps, élevage, etc.)?
- L'évaluation devra s'attacher à présenter les faits et les résultats économiques, mais aussi les facteurs et éléments ayant conduit à l'obtention de ces résultats et de déterminer la qualité des processus participatifs et de l'appui au renforcement des organisations locales.

- **Efficience :**

Observations relatives au contenu :

L'équipe d'évaluation analysera les coûts des moyens et ressources (humaines, matérielles et financières) mobilisés et investis sur la mise en œuvre et les objectifs atteints.

Les moyens prévus ont-ils permis de réaliser les activités envisagées dans les délais impartis ?

L'étude de l'efficience devra en outre chercher à répondre aux questions suivantes:

- Les résultats ont-ils été obtenus selon les coûts et les plans d'exécution prévus et si non, quels ont été les principaux facteurs d'économie/dépassement des coûts et des délais ?
- Pouvait-on faire mieux avec les moyens mis à disposition ?

- **Durabilité :**

Observations relatives au contenu :

Les actions qui répondaient aux attentes des communautés offrent-elles des opérations et des mécanismes viables ? Reproductibles ?

L'analyse de la durabilité du projet devra plus particulièrement éclairer sur les points suivants :

- Quel est le degré de mobilisation des bénéficiaires ?

- Quel est le degré d'appropriation des solutions proposées par le projet au sein des structures concernées?
- Quel est le degré d'autonomisation financière et technique des structures de gestion (tel que les Comités de Gestion) ?
- Quel est le soutien accordé au projet par les services techniques de l'Etat et les collectivités ?
- Les technologies utilisées sont-elles adaptées et appropriées ?
- Quelles sont les perspectives pour les acteurs locaux, bénéficiaires directs et indirects, institutions locales, de prolonger ces impacts après la clôture du projet, compte tenu des hypothèses initiales, des nouvelles hypothèses et des risques ?
- l'implication des partenaires (services techniques, collectivités, etc.) dans la gestion du projet (points forts et des points faibles du partenariat, ainsi que des suggestions d'amélioration si nécessaire) ?

  - **Impacts :**

<u>Observations relatives au contenu</u> :

L'analyse devra plus particulièrement répondre aux questions ci – après :

- Les changements induits grâce à l'appui du Projet au niveau des services techniques et des bénéficiaires directs : les effets et impacts non attendus, positifs ou négatifs ?
- Les effets des activités dans un environnement plus vaste (institutionnel, économique, social, environnemental…) ?
- Les conséquences globales sont- elles bénéfiques au niveau des services techniques et des bénéficiaires directs ?

  - **Les questions transversales**

Il s'agit de :

- L'influence du projet sur le genre : Il s'agit d'évaluer le degré de prise en compte par le projet des disparités liées au genre lors de la mise en œuvre du projet. Il s'agit de proposer des mesures de renforcement de l'approche du projet en matière de genre ;
- L'influence du projet sur l'environnement : il s'agit de constater l'effet des différentes interventions sur l'environnement ;
- Système de suivi : Il s'agira d'évaluer les outils de suivi utilisés. Fournissent-ils les informations nécessaires ? Impliquent-ils les principaux partenaires? Les indicateurs sont-ils utiles et adéquatement suivis?

3.2_ Présentation des résultats à évaluer

Conformément aux termes de références et au document projet du PRODEL II, les différents résultats à évaluer se présentent comme suit :

- **La santé animale du cheptel est améliorée de manière durable dans les communes d'intervention (R1) :** L'objectif recherché à travers ce résultat est de répondre à la problématique de la santé animale précaire à travers la mise en place d'un dispositif viable de service vétérinaire de proximité susceptible d'offrir des services de qualité efficaces et efficients (à un prix abordable). Les principales activités qui se sont inscrites dans ce résultat sont : l'installation, le renforcement des capacités et le soutien à des cabinets vétérinaires privés de proximité ; la sensibilisation et la formation des éleveurs sur l'importance de la prophylaxie et le traitement des animaux ; et enfin la participation à la construction d'infrastructures destinées à améliorer la prise en charge des animaux dans le cadre de la santé animale (Complexes d'Elevage composés d'un couloir de vaccination, d'un parc à bétail, d'un forage et d'une rampe d'embarquement).

- **La productivité du cheptel est améliorée (R2) :** L'objectif de ce résultat est d'augmenter les productions du cheptel par l'adoption de pratiques rationnelles d'élevage pertinentes et respectueuses de l'environnement. Dans ce cadre, le projet a mis en œuvre des actions de protection des parcours en partenariat avec les services techniques et les communautés de base. Des formations et des sensibilisations ont été effectuées afin d'améliorer la rentabilité de l'élevage et le taux de valorisation du cheptel. L'importance du déstockage a été démontrée. Enfin la promotion des Banques Aliment Bétail devra diminuer la pression sur les parcours naturels en période critique (en permettant aux éleveurs d'alimenter leurs animaux avec des sous-produits agricoles) a été amorcé.
- **L'écoulement du lait est amélioré et le lait est mieux valorisé (R3) :** Les objectifs visés sont d'assurer la durabilité économique des pratiques améliorées d'élevage par une commercialisation plus rémunératrice du lait produit, d'offrir aux consommateurs ruraux des produits diversifiés et de bonne qualité. C'est dans ce cadre que le projet a poursuivi l'installation et le suivi de plusieurs mini-laiteries afin de permettre aux éleveurs une commercialisation régulière du lait afin de la rendre rentable. Le renforcement des capacités du personnel des laiteries en matière de collecte, de transformation et de commercialisation a été aussi au cœur des activités menées.
- **Les femmes bénéficient davantage des produits du petit élevage (R4) :** L'objectif de ce résultat est de faire émerger rapidement et durablement les ménages de leur situation de vulnérabilité grâce au développement par les femmes du petit élevage. Les ménages vulnérables ont reçu des appuis intégrés comportant des noyaux caprins et des fonds pour mener des activités génératrices de

revenu. Enfin les groupements féminins de la zone d'intervention du projet ont été appuyés dans la mise en œuvre des AGR dans le domaine de l'élevage.

- **Les partenaires locaux sont renforcés en vue d'assurer la pérennisation des actions (R5) :** Les objectifs visent à renforcer les capacités et la visibilité du partenaire local principal ICD et à assurer la pérennisation des bénéfices retirés par les groupes cibles dans l'après projet. Dans ce cadre, ICD a reçu des appuis stratégiques. Il s'agit donc des formations et la participation à des ateliers. Des activités de renforcement de capacité des services techniques déconcentrés ont été également mise en œuvre afin d'assurer la durabilité des actions (continuité des appuis après la période d'appui du projet). Ils ont également bénéficié d'appui matériel pour leur permettre d'assurer au-delà des activités contractantes, leurs rôles régaliens.

3.3_ Approche méthodologique

L'approche méthodologique utilisée pour la conduite de l'évaluation se présente comme suit :

- **Analyse documentaire :** la revue documentaire au niveau des acteurs consistant à l'exploitation et à l'analyse par le consultant de la somme documentaire générée dans le cadre de la mise en œuvre du projet (document projet, cadre logique, rapports d'activités, le cadre de renseignement des indicateurs, l'étude sur la situation de référence de la zone d'intervention du projet, etc.). Cette revue a permis ainsi de définir et de retenir les éléments d'analyse de l'évaluation au niveau des différentes localités (Koulikoro et Kita).

- **Tenue de la réunion de cadrage avec les équipes de PRODEL KII et ICD :** en vue d'une lecture commune et harmonisée des termes de références de l'évaluation, l'équipe de consultants a eu une séance de travail avec les équipes du PROODEL KII et ICD. Cette séance qui s'est focalisée sur la présentation de la note de cadrage (conçu après l'analyse documentaire) a permis de cadrer la mission et d'élucider plus les attentes des différentes parties prenantes.
- **Collecte des données de terrain :** elle a eu lieu auprès de différents acteurs de mise en œuvre du projet ;

- **Au niveau de l'équipe du PRODEL KII, de l'ICD et de VSF B à travers le représentant pays:** la revue documentaire au niveau de ces acteurs a permis de mieux cerner les contours de l'évaluation ;
- **Au niveau des bénéficiaires intermédiaires du projet:** des prises de contact ont été effectuées auprès des cabinets vétérinaires privés, des mini-laiteries, des institutions de micro-finances (Kondo JIGIMA et JIGIYASOBA), des services des productions et industries animales et services vétérinaires (Banamba, Koulikoro, Kolokani et Sébécoro), les collectivités territoriales décentralisées (communes rurales) et les Préfectures des localités de Koulikoro et Kita afin de les expliquer clairement les objectifs de la mission et obtenir leurs opinions sur la pertinence, la cohérence, l'approche stratégique, l'efficacité et les différents changements engendrés par le projet en rapport avec les questions clés du développement de l'élevage dans la zone d'intervention conformément au document projet.
- **Au niveau des services techniques :** les services techniques tels les Directions régionales des services vétérinaires et Productions et Industries Animales de Koulikoro et Kita, qui ont contribué fortement à l'atteinte des résultats du projet à travers notamment des appui-

conseil des ménages (agro)-éleveurs, ont été également rencontrées pour apprécier l'approche stratégique, la pertinence, l'approche stratégique, l'efficacité, la durabilité ainsi que leur implication dans la mise en œuvre des activités.

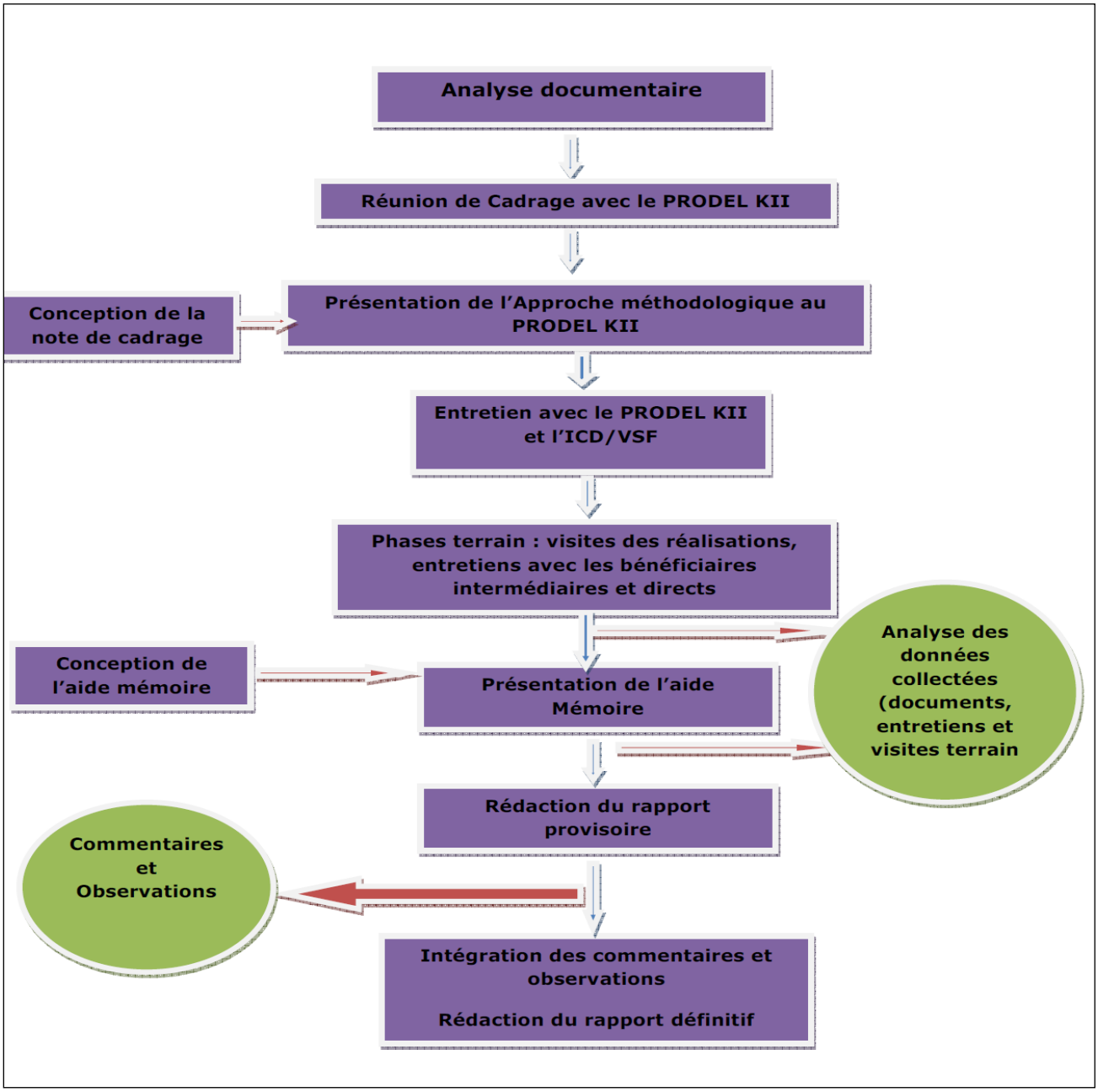
- **Au niveau des bénéficiaires directs du projet :** il s'agit des ménages (agro)-éleveurs, des groupements d'éleveurs, des femmes vulnérables et des groupements féminins qui bénéficient des appuis du projet en matière de développement de l'élevage (notamment les bénéficiaires de noyaux de petits ruminants), des comités de gestion des banques aliment bétail et des parcs de vaccination et du comité de gestion du complexe d'élevage (marché à bétail) de Didiéni. La matérialité des réalisations et l'effectivité des activités ont été appréciées. Il en est de même pour la pertinence, la cohérence du projet par rapport aux priorités de ces acteurs, l'efficacité des interventions, les différentes stratégies mis en œuvre pour assurer la pérennité du projet, le niveau d'implication des femmes, les forces et faiblesses des différentes interventions, les nouvelles orientations pour une bonne mise en œuvre de la troisième phase du projet.

- **Analyse des données collectées :** Les données recueillies lors des différents entretiens ont été dépouillées et classées par sous thèmes suivant les objectifs de l'évaluation. Elles ont été ensuite réparties en catégories de réponses présentant des caractéristiques similaires.

- **La Conception et la Présentation de l'aide :** Après la phase de collecte et d'analyse des données, l'équipe de consultants a procédé à la rédaction, puis à la présentation de la note de cadrage qui comportait les résultats préliminaires de l'évaluation. La présentation de la note de cadrage s'est faite suite à un atelier qui a regroupé tous

les acteurs impliqués (équipe du PRODEL KII, ICD, VSF, Services vétérinaires de Koulikoro, service de Productions et Industries Animales de Koulikoro, les groupements féminins, etc.). Cette note de cadrage a permis d'élaborer le rapport provisoire de la mission d'évaluation.

Schématiquement, la démarche se présente comme suit :



IV_ PRESENTATION DES RESULTATS DE LEVALUATION

4.1_ Caractéristiques des répondants

Comme évoqué dans l'approche méthodologique, les principaux répondants de cette mission d'évaluation ont été :

- **les bénéficiaires intermédiaires :** il s'agit notamment des institutions de micro-finances (Kondo JIGIMA et JIGIYASOBA), des services techniques (services vétérinaires et des productions/industries animales), des cabinets vétérinaires privés (Banamba, Kolokani et Sebekoro) et des collectivités territoriales décentralisées (communes rurales) ;
- **Les bénéficiaires directs :** il s'agit des ménages (agro)-éleveurs vulnérables bénéficiaires de noyaux de petits ruminants (chèvres et boucs), des promoteurs de mini-laiteries, des groupements féminins bénéficiaires d'AGR (Activités Génératrices de Revenu) et de microcrédit, des comités de gestion des banques aliments bétails et des parcs de vaccination et du comité de gestion du complexe d'élevage (marché à bétail) de Didiéni.

4.2_ La Pertinence

4.2.1_ L'alignement des produits du projet à l'OMD 1 :

Les produits du projet relatifs aux différentes composantes sont alignés clairement à l'OMD 1 c'est-à-dire « Éliminer l'extrême pauvreté et la faim ». Cet alignement est exprimé à travers un certain nombre de constats :

- La valorisation et la promotion d'un élevage plus rationnel du cheptel ruminant à travers un meilleur écoulement des produits de l'élevage. Ce qui a contribué à améliorer les revenus des ménages

ruraux, les rendant sans doute plus résilients car ils ont un pouvoir d'achat plus élevé;

- La création d'emplois salariés rémunérés dans les zones rurales. Ce qui contribuera à l'amélioration des conditions de vie des ménages vulnérables;
- La Participation à la réduction de la faim dans sa zone d'intervention en augmentant les possibilités d'autoconsommation des produits de l'élevage (petits ruminants et lait essentiellement) et les capacités des ménages à acheter des aliments de base lors des périodes de disettes (vente de petits ruminants ou de lait).

4.2.2_ L'alignement des produits du projet à l'OMD 3 :

Les produits du projet relatifs aux différentes composantes sont alignés clairement à l'OMD 3 c'est-à-dire *«Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes»* puisque les actions spécifiques du projet en faveur des femmes (accès au crédit, renforcement des capacités techniques et organisationnelles, octroi de noyaux d'élevage, AGR) contribuent à créer des revenus au profit des femmes, donc par la suite à réduire la pauvreté et les disparités. Cette génération de revenu favorise aussi une véritable autonomisation de la femme au sein des ménages d'agro-éleveurs et augmente également leur contribution dans les dépenses du ménage.

4.2.3_ L'alignement des produits du projet à l'OMD 7 :

Les produits relatifs aux différentes composantes sont alignés clairement à l'OMD 7 c'est-à-dire *«Assurer un environnement durable »* puisque les actions spécifiques (moyens d'existences alternatives) du projet en faveur des groupements de femmes, des ménages vulnérables, des coopératives

d'éleveurs, contribuent à réduire la forte pression sur les ressources naturelles.

La diversification des sources de revenus de ces bénéficiaires directs du projet favorise une forte orientation vers d'autres activités, autres la coupe et la vente de bois et produits dérivés (charbon) pour des besoins domestiques.

4.2.4_ L'alignement des produits à la Politique Nationale de l'Elevage :

Les produits relatifs aux différentes composantes sont alignés clairement à la politique nationale de développement de l'élevage. En effet, les actions réalisées dans le cadre de la réalisation des produits du projet sont en cohérence avec les axes stratégiques de cette politique surtout en matière de santé animale, de l'alimentation du bétail, de développement des infrastructures et équipements de commercialisation/ transformation des produits d'élevage, de renforcement des capacités des acteurs.

4.2.5_ L'alignement des produits à la LOA :

Les produits relatifs aux différentes composantes sont alignés clairement à la loi d'orientation agricole puisque les actions réalisées dans le cadre de la mise en œuvre du projet sont en cohérence avec les axes stratégiques de la loi d'orientation agricole.

4.2.6_ L'alignement des produits aux PDESC :

Les Plans de développement économique, social et culturel (PDESC) sont des outils où sont transcrites les différentes priorités des communes sur le plan économique, social et culturel. C'est un document de références des communes pour toutes interventions de partenaires de développement.

Les produits relatifs aux différentes composantes sont donc alignés à ces Plans des communes de Banamba, Kolokani, Koulikoro et Sebékoro (Kita).

4.2.7_ L'alignement des produits aux PSA des Communes :

Les produits qui contribuent aussi à l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages agro-éleveurs de la zone d'intervention du projet sont alignés aux Plans de Sécurité alimentaires des communes de Banamba, Koulikoro, Kolokani et Sébécoro dont l'objectif global est d'assurer la sécurité alimentaire des différentes communautés à travers notamment des actions dans le domaine de l'élevage et de la transformation des produits laitiers.

Par ailleurs, l'analyse du cadre logique du projet permet de constater une cohérence entre les différents éléments de la logique d'intervention du projet, à savoir, les ressources, les activités, les résultats, les effets et l'impact.

En prenant l'exemple d'une chaine de résultat du cadre logique du projet, le caractère cohérent de la logique peut s'apprécier.

Parce que:

- les ressources financières ont été disponibles pour la mise en œuvre des activités ;
- la réalisation des activités relatives aux différentes composantes du projet s'est opérée conformément aux plans annuels de travail;
- l'approche stratégique adoptée durant la mise en œuvre du projet favorise une autonomisation des bénéficiaires directs du projet. De plus le dispositif organisationnel mis en place pour le pilotage et l'exécution du projet repose sur la responsabilisation des

partenaires locaux travers notamment les services déconcentrés de l'Etat (Services Vétérinaires et des Productions). Enfin, ce schéma organisationnel mis en place pour le pilotage et l'exécution du projet est bien adapté au contexte régional et local du Projet.

L'Alignement des produits du projet par rapport à l'OMD 1, l'OMD 3, l'OMD 7, à la politique nationale de l'élevage, à la LOA, au PDESC *et au PSA est un fait qui explique sa pertinence.*

4.3_ L'Efficacité

4.3.1_ Le niveau de réalisation des indicateurs :

L'analyse des tableaux ci-après permet d'apprécier le niveau de réalisation des indicateurs par résultats.

4.3.1.1_ Le Résultat 1 : La santé animale du cheptel est améliorée

Le niveau de réalisation des indicateurs du résultat 1 c'est-à-dire « la santé du cheptel est améliorée de manière durable dans les communes d'intervention du projet » se présente comme suit :

Tableau 1 : Niveau de réalisation des indicateurs du résultat 1 (2011-2013)

Indicateurs	Prévisions	Réalisations	Écarts	Taux d'exécution
Indicateur 1 : Cabinets vétérinaires opérationnels et viables	10	12	2	120%
Indicateur 2 : Augmentation du nombre moyen de vaccinations par CVPP	25 610	70 335	18 818	274,63%
Indicateur 3 : Nombre de complexe d'élevage (parc, couloir, forage et rampe d'embarquement) construit	1	1	0	100%
Indicateur 4 : Réduction du taux de mortalité des bovins	7,2	5	2,2	144%
Indicateur 5 : Réduction du taux de mortalité des petits ruminants	35	16	19	118,75%
Indicateur 6 : Taux d'assimilation des sensibilisations sur les PPM par les éleveurs (% des éleveurs)	80	85	5	106%

Source : Consultants sur la base des données du PRODEL K II

Selon l'analyse du tableau ci-dessus, les taux d'exécution pour ce résultat varie de 100 à 274,63%. Donc tous les indicateurs de résultat ont pu être livrés.

Commentaires :

- **Pour l'indicateur 1 :** Selon les données collectées (rapports d'activités 2011 et 2012), l'objectif fixé par le projet pour la période 2011 était de 10 Cabinets vétérinaires privés opérationnels et viables. En fin de la première phase (PRODEL K I) un cabinet privé a cessé ses activités, ce qui a donc amené la base line à 5 au lieu de 6. Pour atteindre l'objectif (c'est-à-dire les 10 cabinets vétérinaires privés fonctionnels), la deuxième phase du PRODEL K a favorisé la mise en place de 4 nouveaux de Cabinets Vétérinaires Privés et la consolidation des activités de 8 anciens CVPP sur la période 2011 à 2013 soit environ 120% de taux d'exécution. La forte motivation des promoteurs au profit de la profession vétérinaire privé ainsi que les demandes pressantes des éleveurs et des collectivités ont fortement favorisé l'atteinte de cet indicateur.
- **Pour l'indicateur 2 :** Selon les mêmes données collectées, cet indicateur a été largement dépassé. La valeur ciblée en fin de projet en 2013 est de 70 335 têtes de bétail et de volailles vaccinées par CVPP soit donc un taux de réalisation de 173%. Ce dépassement s'explique en grande partie par :
    - l'élargissement de la zone d'intervention de certains Cabinets Vétérinaires Privés ;
    - l'accroissement des appuis apportés par le projet dans l'acquisition des vaccins en réponse à la rupture de stocks de vaccins intervenue au cours du mandat sanitaire 2011 ;

- l'accroissement de la performance de certains Cabinet Vétérinaires Privés. En effet, beaucoup de Cabinet Vétérinaires Privés ont amélioré leurs performances grâce au renforcement de leurs moyens de déplacement et de leurs équipements en chaine de froid par le projet sous forme de prêts garantis. Aussi, à travers les dépôts de garantie, le projet a permis aux Cabinet Vétérinaires Privés d'avoir des prêts de campagne auprès des IMF pour financer l'achat des vaccins ;
- L'intensification des sensibilisations des éleveurs par le projet à travers les Cabinets Vétérinaires Privés ;
- l'adhésion des éleveurs suite aux sensibilisations faites, par l'élargissement des zones d'intervention des CVPP et la mise en place d'une stratégie d'ouverture de cabinets secondaires dans les grands villages éloignés;
- la disponibilité de stocks de vaccins sur le plan national qui a aussi sensibilisé les éleveurs par rapport à la vaccination.

- **Pour l'indicateur 3 :** Selon les mêmes données collectées, le processus de mise en place du complexe d'élevage de Didiéni a été initié en 2011. Le complexe a été construit et est opérationnel depuis Mai 2012, ce qui fait un taux d'exécution de 100%. Il est géré par une coopérative d'éleveurs en accord avec la commune de Didiéni à travers une convention de gestion déléguée parrainée par l'administration locale. La forte implication des éleveurs et de la commune a été le facteur déterminant pour l'atteinte de cet indicateur.
- **Pour l'indicateur 4 :** Selon les mêmes données collectées, l'évaluation de l'évolution de cet indicateur au mois de décembre

2013 fait apparaître un taux de mortalité de 5% soit un taux d'exécution de 144%. Ce taux ne représente nullement la valeur de l'ensemble des élevages.

- **Pour l'indicateur 5 :** Selon les mêmes données collectées, les enquêtes (Décembre 2013) ont fait ressortir un taux de mortalité de 16% nettement inférieur à la prévision de 31%, ce qui fait donc un taux d'exécution de 105,88%. La forte implication des Cabinets Vétérinaires Privés et la sensibilisation des éleveurs ont été les facteurs favorables qui ont conditionné l'atteinte de cet indicateur.
- **Pour l'indicateur 6 :** la mission a constaté que les agro-éleveurs ont assimilé les thèmes sur les PPM des petits ruminants (saison des pluies et saison froide). Le taux d'exécution est de 106%, ce qui explique une forte appropriation des différents thèmes.

4.3.1.2_ Le Résultat 2 : La productivité du cheptel est améliorée

Le niveau de réalisation des indicateurs du résultat 2 c'est-à-dire « la productivité du cheptel est améliorée» se présente comme suit :

Tableau 2 : Niveau de réalisation des indicateurs du résultat 2 (2011-2013)

Indicateurs	Prévisions	Réalisations	Ecarts	Taux d'exécution
Indicateur 1 : Nombre d'éleveurs ayant assimilé au moins un thème de sensibilisation à la conduite du troupeau	1400	2764	1364	197,42%
Indicateur 2 : Nombre de nouvelles BIAB mises en place	10	9	-1	90%

Indicateur 3 : Nombre de tonnes d'aliment bétail acquises par les BIAB	400	491,47	91,47	122,86%
Indicateur 4 : Nombre de personnes sensibilisées sur la charte pastorale et la LOA	190	302	112	158%
Indicateur 5 : Augmentation de la productivité numérique des bovins (base 100)	0,42	0,56	0,14	133%

Source : Consultants sur la base des données du PRODEL K II

Selon l'analyse du tableau ci-dessus, les taux d'exécution pour ce résultat varie de 90 à 197,42%. Donc la quasi-totalité des indicateurs de ce résultat a pu être livrée sauf l'indicateur 2 qui est à 90%.

Commentaires :

- **Pour l'indicateur 1 :** Selon les données collectées, le nombre d'éleveurs ayant assimilé au moins un thème de sensibilisation à la conduite du troupeau s'élève à la période de l'évaluation à 2764 contre prévision de 1400 soit 197,42% de taux d'exécution. C'est un résultat hautement significatif même si quelques parts le manque de main d'œuvre et le chevauchement avec les autres activités agricoles sont souvent des raisons avancées pour expliquer la réalisation séquentielle de certaines innovations.
- **Pour l'indicateur 2 :** Selon les données collectées, le projet a déjà mis en place neuf (9) fonds Aliment Bétail auprès de neuf (9) BIAB fonctionnelles (Didiéni, Sebekoro, Badinko, Toubakoro, Sirakorola, Sébékoro, Boron, Souban) sur une prévision de 10 soit donc un taux de réalisation de 90%. Par ailleurs, la BIAB de Banamba dont

les fonds étaient auparavant gérés par le gérant de la mini-laiterie a été redynamisée et transférée à la coopérative mise en place par les éleveurs livreurs de lait. Un fonds BIAB a été mis en place pour soutenir la nouvelle laiterie de Souban.

- **Pour l'indicateur 3 :** sur une prévision annuelle de 400 tonnes, 491,47 tonnes de divers aliments bétails ont été achetées et vendues aux éleveurs soit un taux de réalisation de 122,86%. L'indicateur a été largement atteint. L'opération test initiée par le projet en réponse à la flambée des prix (prix fournisseurs) survenue en 2012 a beaucoup contribué au dépassement de ce taux d'exécution.
- **Pour l'indicateur 4 :** Cet indicateur a été redéfini suite au monitoring de 2012. Il a été reformulé comme suit « nombre de personnes sensibilisées sur la charte pastorale et ses décrets d'application »

  Selon les données collectées, le nombre d'agro-éleveurs, d'élus et des agents étatiques formés et sensibilisés sur la loi portant charte pastorale et les décrets d'application, en perspective du portage responsable de l'activité protection des parcours est de 302 sur une prévision de 190, soit un taux de réalisation de 158%. Le dépassement de ce taux est du notamment à un changement de stratégie (approche GAR). L'information et la sensibilisation des acteurs (agro-éleveurs, élus et 10 agents des services techniques, 124 agro-éleveurs et 68 élus) a permis de les outiller sur un processus de protection et de gestion des parcours pastoraux (charte pastorale et les deux décrets d'application de la loi).
- **Pour l'indicateur 5 :** Selon les données collectées, l'augmentation de la productivité numérique des bovins est passée de 0,42 à 0,56

soit un taux d'exécution de 133%. Ce dépassement montre donc un résultat positif de l'élevage utilisant les services de proximité mis en place et appliquant un minimum de paquets techniques vulgarisés.

4.3.1.3_ Le Résultat 3 : L'écoulement du lait est amélioré

Le niveau de réalisation des indicateurs du résultat 3 c'est-à-dire « L'écoulement du lait est amélioré et le lait est mieux valorisé» se présente comme suit :

Tableau 3 : Niveau de réalisation des indicateurs du résultat 3 (2011-2013)

Indicateurs	Prévisions	Réalisations	Ecarts	Taux d'exécution
Indicateur 1: Nombre de mini-laiteries opérationnelles	5	3	-2	60%
Indicateur 2: Volume de lait collecté par les laiteries	150 000	63087	-86913	42,05%
Indicateur 3: Nombre de ménages écoulant le lait aux mini-laiteries	400	170	-230	42%

Source : Consultants sur la base des données du PRODEL K II

Selon l'analyse du tableau ci-dessus, les taux d'exécution pour ce résultat varie de 42 à 60%. Donc tous les indicateurs de résultat n'ont pu être livrés.

Commentaires :

- **Pour l'indicateur 1 :** Selon les données collectées, sur les 5 laiteries prévues en 2012, trois (3) ont été soutenues. Soit un taux d'exécution de 60%. Ce faible taux d'exécution s'explique par la réorientation stratégie du projet, qui a consisté à concentrer les différentes activités dans les mêmes localités/zones. Cette approche

a limité le choix des sites d'implantation de points de vente du lait (approche GAR). Ce changement de stratégie prend en compte le souci d'avoir dans la même zone une approche intégrée (c'est à un potentiel de production de lait, un marché porteur, une BIAB et un CVPP capables de rendre des services aux éleveurs dont la finalité est plus impacter les zones d'intervention du projet.

- **Pour l'indicateur 2 :** Selon les données collectées, sur une prévision de 150 000 litres de lait, 63087 litres ont été collectés par les laiteries, soit un taux d'exécution de 42,05%. Ce phénomène est du à un certain nombre de facteurs :
  - Le nombre de laiteries appuyées était en 2012 de 5 alors que seulement 3 ont été accompagnées et rendues fonctionnelles. La collecte s'est donc considérablement réduite puisque le volume moyen par laiterie a connu une baisse en passant de 5 laiteries à 3 laiteries;
  - L'arrêt de la collecte de lait pendant 3 mois par la laiterie de Banamba qui a provoqué un déficit considérable. A la reprise des activités de la laiterie, de nombreux éleveurs (producteurs de lait) se sont orientés vers la clientèle locale ;
  - Le déficit fourrager dans beaucoup de localité qui a favorisé la transhumance des animaux dans d'autres localités du pays (sud du pays). Le nombre de vaches laitières présentes dans les zones des mini-laiteries n'a pas fait exception à cette règle.
- **Pour l'indicateur 3 :** Selon les données collectées, le nombre de ménages écoulant le lait aux mini-laiteries est de 170 contre une prévision de 400, soit un taux d'exécution de 42%. Les raisons de

ce faible taux d'exécution sont similaires à celles évoquées pour le deuxième indicateur.

4.3.1.4_ Le Résultat 4 : Les femmes bénéficient des produits de l'élevage

Le niveau de réalisation des indicateurs du résultat 4 c'est-à-dire « les femmes bénéficient davantage des produits du petit élevage» se présente comme suit :

Tableau 4 : Niveau de réalisation des indicateurs du résultat 4 (2011-2013)

Indicateurs	Prévisions	Réalisations	Ecarts	Taux d'exécution
Indicateur 1: Nombre de groupements féminins mettant en œuvre annuellement une AGR élevage sur base de crédits mis en place	30	30	0	100%
Indicateur 2: Nombre de ménages vulnérables possédant un noyau caprin	100	95	-5	95%
Indicateur 3 : Nombre de GF fonctionnels	30	30	0	100%

Source : Consultants sur la base des données du PRODEL K II

Selon l'analyse du tableau ci-dessus, les taux d'exécution pour ce résultat varie de 95 à 100%. Donc tous les indicateurs de résultat ont pu être livrés sauf l'indicateur 2 qui est à 95%.

Commentaires :

- **Pour l'indicateur 1 :** Selon les données collectées, le nombre de groupements féminins mettant en œuvre annuellement une AGR

élevage sur base de crédits mis en place est de 30 contre une prévision de 30, soit un taux d'exécution de 100%.

- **Pour l'indicateur 2 :** Selon les données collectées, le nombre de ménages vulnérables possédant un noyau caprin est passé de 100 à 95 contre une prévision de 100, soit donc un taux d'exécution de 95%. En tout 100 ménages vulnérables ont été dotés en noyau de caprins à raison de trois têtes par ménage comme prévu. En fin 2013, 5 bénéficiaires ont perdu leur noyau par suite de vente, vol ou mort. Les 5 ménages ont été dotés à nouveau mais en volaille (10 poules et 1 coq par ménage + poulailler et petit matériel d'élevage) au cours de 2013. Sur les ménages vulnérables suivis, au moins 67 poursuivent leurs activités AGR en plus de l'élevage des caprins. Un certain nombre (une trentaine) a autoconsommé leurs fonds AGR, ceci a donc occasionné l'arrêt de l'activité AGR.

- **Pour l'indicateur 3 :** Selon les données collectées, le nombre de GF fonctionnels a été de 30 contre une prévision de 30, soit donc un taux d'exécution de 100%. Les 30 groupements féminins ont donc été capables de rembourser et renouveler les crédits avec les IMF. Ils ont aussi assuré un système de rotation au sein du groupement. Cette réussite est due aux différentes formations sur les aspects organisationnels (vie associative) et sur le montage des dossiers d'accès aux crédits que les GF ont reçus. Mais en 2013 le projet s'est substitué aux IMF pour faciliter l'intermédiation financière.

4.3.1.5_ Le Résultat 5 : Les partenaires locaux sont renforcés

Le niveau de réalisation des indicateurs du résultat 5 c'est-à-dire « les partenaires locaux sont renforcés en vue d'assurer la pérennisation des actions» se présente comme suit :

Tableau 5 : Niveau de réalisation des indicateurs du résultat 5 (2011-2013)

Indicateurs	Prévisions	Réalisations	Ecarts	Taux d'exécution
Indicateur 1 : Nombre de documents de capitalisation produits sur les actions clefs du programme	6	1	- 5	16%
Indicateur 2 : Stratégies financière et de gestion des connaissances disponibles à ICD	2	1	0	50 %
Indicateur 3 : Nombre de nouvelles actions formulées par ICD	2	6	+ 4	300 %
Indicateur 4 : Nombre de cadre de concertation opérationnels animés par les collectivités territoriales au niveau cercle et commune	10	10	0	100%
Indicateur 5 : ICD connaît un résultat annuel d'exploitation positif	Oui	Oui	0	100%
Indicateur 6 : Nombre de remarques comptables mensuelles sur les notes de frais remises à VSF-B	<2	1.45	+0.55	100%

Source : Consultants sur la base des données du PRODEL K II

Selon l'analyse du tableau ci-dessus, les taux d'exécution pour ce résultat varie de 0 à 300%. Donc tous les indicateurs de résultat ont pu être livrés sauf l'indicateur 1.

<u>Commentaires</u> :

- **Pour l'indicateur 1 :**L'équipe de projet n'a pas travaillé dans le sens de capitaliser le savoir-faire interne, ce qui justifie la non atteinte de ce indicateur. Seulement un document sur le CVPP a pu

être capitalisé dans le cadre de la participation de l'ICD à la foire des savoirs à Ouagadougou en 2013. Cependant, pour combler ce vide, des dispositions ont été mises en place en fin 2013 sur la base de thèmes identifiés. .

- **Pour l'indicateur 2 :** Selon les données collectées, seule la Stratégie de gestion des connaissances a été élaboré, donc disponibles à travers un projet de percée, ce qui donne un taux d'exécution de 50%. Cependant, il faut noter que l'application de cette stratégie connait des difficultés dans le déroulement des activités planifiées.
- **Pour l'indicateur 3 :** Selon les données collectées, le nombre de nouvelles actions formulées par ICD est de 6 contre une prévision de 2, soit un taux d'exécution de 300%.
- **Pour l'indicateur 4 :** Selon les données collectées, le nombre de cadre de concertation opérationnels animés au niveau cercle et commune a été de 10 contre une prévision de 10, soit un taux d'exécution de 100%. Par ailleurs, pour rapprocher le cadre de concertation des acteurs locaux et mieux promouvoir la redevabilité et la transparence entre les différents acteurs, le cadre de concertation qui se tenait au niveau régional a été délocalisé au niveau local et communal.
- **Pour l'indicateur 5 :** Selon les données collectées, ICD connaît un résultat annuel d'exploitation positif du notamment à une forte mobilisation des ressources financières, humaines et matérielles au profit du projet.
- **Pour l'indicateur 6 :** Selon les données collectées, les remarques comptables mensuelles (des points relatifs aux annexes justificatives en sus des factures ou reçus.) sur les notes de frais

remises à VSF-B ont connu un accroissement. Elles ont atteints 1.45 (supérieur donc 2).

L'analyse du niveau d'exécution des résultats et des indicateurs montre que le projet a été de façon globale efficace.

4.4_ L'Efficience

L'appréciation de l'efficience de l'action reste difficile du fait souvent de l'insuffisance d'informations liant les performances aux ressources investies et du temps imparti.

Néanmoins, dans le cadre de cette évaluation, elle a été appréciée à travers :

- La disponibilité à temps et la suffisance des ressources allouées ;
- L'acceptabilité et l'adéquation des ressources allouées par rapport aux résultats obtenus de l'effet.

L'analyse de l'efficience s'est donc limitée à ces deux facteurs.

4.4.1_ Disponibilité et Suffisance des ressources allouées :

L'analyse des tableaux ci-après permet d'apprécier le niveau de réalisation des ressources allouées aux différents résultats :

Tableau 6 : Niveau de réalisation des ressources (2011-2013)

Composantes	2011			2012			2013		
	Budgets Effectivement réalisées	Dépenses Effectivement réalisées	Taux d'exécution	Budgets Effectivement réalisées	Dépenses Effectivement réalisées	Taux d'exécution	Budgets Effectivement réalisées	Dépenses Effectivement réalisées	Taux d'exécution
Resultat I	49549,77	67243,70	135,70%	9030,78	27942,55	309,41%	45959,08	9496,05	20,66%
Resultat II	14471,79	10789,51	74,55%	6468,74	15743,53	243,37%	4678,08	6916,92	147,85%

Resultat III	27176,82	8761,68	32,23%	6346,77	38135,31	600,86%	16690,09	1473,72	8,82%
Resultat IV	19806,81	12143,18	61,30%	19112,77	23530,65	123%	745,08	4864,04	652,82%
Resultat V	35261,29	40845,83	115,83%	24614,43	7464,86	30,32%	10284,28	4493,96	43,69%
COUT PARTAGE	269293,46	223802,69	83,10%	217201,54	229649,98	105,73%	175544,19	214316,79	122%

Source : Consultants sur la base des données du PRODEL K II

L'analyse du tableau ci-dessus permet d'affirmer que les différents taux de réalisation des ressources ont permis de réaliser les différentes activités et l'atteinte des résultats à travers les indicateurs.

Autrement dit environ 97% des ressources financières (de 2011 à 2013) ont permis d'atteindre plus de 98% des réalisations et cela malgré les écarts constatés.

La disponibilité et la suffisance des ressources ont donc favorisé l'atteinte des résultats.

4.4.2_ Acceptabilité et Adéquation des ressources allouées :

L'analyse du taux de réalisation et des produits livrés à travers les différents résultats du projet montre que des ressources conséquentes ont été allouées aux différentes activités pour atteindre les résultats.

Par ailleurs, le rapprochement des résultats obtenus avec les ressources engagées montre une parfaite adéquation avec les ressources humaines, matérielles et financières. Ce qui laisse donc entrevoir une efficience malgré quelques écarts constatés dans le tableau ci – dessus.

Les analyses faites par rapport à la disponibilité et à la suffisance des ressources allouées ainsi que leur acceptabilité et adéquation permet de constater l'efficience du projet.

4.5_ La Pérennité

La dimension de la pérennité a été intégrée pleinement tout au long de la mise en œuvre des activités du projet afin de garantir l'atteinte des résultats.

Conformément aux principes de base devant assurer cette pérennité, le Projet a mis en place des stratégies d'intervention (qui concourent au développement des capacités des acteurs impliqués dans la mise en œuvre des activités) basées sur la responsabilisation/autonomisation, l'appropriation et l'internalisation.

4.5.1_ Appropriation des bénéficiaires :

Le degré d'appropriation constaté chez les bénéficiaires (groupements féminins, coopératives d'éleveurs, promoteurs de mini-laiteries, femmes vulnérables, promoteur de cabinets vétérinaires privés) est perceptible. L'intérêt que ces acteurs donnent aux différentes réalisations montre qu'ils continueront même après le projet.

4.5.2_ Autonomisation des bénéficiaires :

Le degré d'autonomisation organisationnelle et technique de la plupart des bénéficiaires directs qui se traduit aujourd'hui par le renforcement des appuis octroyés est aussi appréciable.

Les technologies utilisées en matière de développement de l'élevage sont adaptées et appropriées.

Les perspectives de continuer les activités même après le projet sont perceptibles dans beaucoup de localités puisque les bénéficiaires (en tout

cas la plupart) se rendent compte des changements apportés face à leur situation de référence.

4.5.3_ Internalisation des bénéficiaires :

Le processus d'internalisation est aussi entrain de s'amorcer puisque les technologies mis à la disposition des principaux bénéficiaires sont accessibles et facilement assimilable.

Aussi, le fait que les acteurs bénéficiaires ont renforcé leur capacité exprime un facteur de pérennité, puisqu'elles sont sensés aujourd'hui continuer les différentes activités sans l'appui du Projet.

Les analyses faites par rapport à l'appropriation, l'autonomisation et à l'internalisation permettent de dire que la pérennité des appuis du projet est assurée.

4.6_ Les effets ou impacts

La mise en œuvre du PRODEL K II a produit des changements qui ont permis d'améliorer les moyens et modes d'existences des acteurs directs et indirects.

4.6.1_ Génération de revenus :

Les appuis accordés aux Cabinets vétérinaires privés, aux groupements féminins, aux coopératives d'éleveurs, aux mini-laiteries et aux femmes vulnérables ont permis une génération de revenu de chaque acteur.

Cette génération de revenu a favorisé non seulement l'amélioration des moyens et modes d'existence mais aussi une forte diversité des activités d'élevage dans la zone d'intervention du projet.

Les activités AGR et les distributions de noyaux de caprins au profit des femmes ont modifié positivement leur rôle et statut dans les ménages qui en ont bénéficiés.

4.6.2_ Facilitation de l'accès aux aliments bétails :

La mise en place des fonds des banques intrants aliments pour bétail a permis de faciliter l'accès de l'aliment bétail aux membres des organisations soutenues par le projet. Les prix de l'aliment bétail ont été stabilisés dans beaucoup de localité en raison notamment du prix proposé par la BIAB. Ce prix constitue désormais le prix directeur pour l'aliment bétail dans une localité donnée.

Aussi, tous les fournisseurs d'aliments bétails de la localité se sont vus obligés de diminuer leur prix de vente afin d'être compétitifs vis-à-vis de la BIAB. Par conséquent, tous les éleveurs de la zone, au-delà des clients de la BIAB, disposent d'un aliment bétail au coût modéré.

4.6.3_ Valorisation du lait local :

L'installation des mini laiteries dans la zone d'intervention au profit des éleveurs, producteurs de lait a contribué à fortement valoriser le lait local. L'attractivité et la concurrence créées par ces mini laiteries au niveau local a fait passer dans beaucoup de localité le prix du lait de 200 à 300 FCFA/litre.

De plus, on constate une rémunération optimale du prix du lait et de ses produits transformés ainsi qu'un début de fidélisation (à travers les BIAB qui conditionnent les octrois d'aliments bétails) des producteurs de lait des zones qui abritent déjà les mini laiteries.

4.6.4_ L'Emergence d'une dynamique local de développement :

La mise en place et l'accompagnement des mini laiteries ont favorisé l'émergence d'une dynamique locale de production laitière. Le nombre de mini laiteries privées s'est multiplié dans la zone d'intervention du projet (effets de rayonnement). Ce qui a favorisé une forte multiplication des points de collecte et de transformation de lait. Ceci crée de nouvelles opportunités pour les producteurs et donc une dynamique locale de développement à travers la filière lait.

Aussi, les méthodologies et approches développées par le PRODEL KII ont permis à ICD et VSF-B de se maintenir comme acteur possédant aujourd'hui de larges expériences en matière de développement de l'élevage dans la zone d'intervention du projet.

4.6.5_ La création d'emploi :

La mise en place et l'accompagnement des mini laiteries, des BIAB, du Complexe d'élevage (Didiéni) et des Cabinets Vétérinaires Privés ont favorisé la création d'emploi permanents (plus d'une dizaine) et temporaires (plus d'une trentaine) dans la zone d'intervention du projet.

4.6.6_ La diminution des maladies bovines, ovines et caprines:

L'accompagnement des vétérinaires privés dans beaucoup de localités de la zone d'intervention a favorisé une diminution des maladies bovines, ovines et caprines à des proportions différentes et une amélioration du taux de vaccination. L''installation des vétérinaires Privés dans la zone d'intervention du projet a favorisé un suivi sanitaire régulier: 13 000 à 14 000 suivis par an.

4.6.7_ Le renforcement des capacités des services techniques:

Les appuis accordés dans la mise en œuvre du projet aux Services Vétérinaires et les services DRPIA pour le suivi des activités d'élevage dans la zone d'intervention du projet ont considérablement apporté des changements positifs dans leurs conditions de travail. En effet, une grande partie qui peinait à exécuter leur mission de suivi régalien sur terrain a pu assurer cette mission.

Quelques cas illustratifs permettent de mieux appréhender les faits :

Vétérinaire privé à Banamba

Les informations collectées (revue documentaire, entretiens avec les acteurs et bénéficiaires des appuis du projet et visites de réalisations) au cours de la mission ont été croisées et ont permis de repérer les effets obtenus au cours de la phase II du PRODEL – K. Il s'agit notamment des effets induits à travers les appuis réalisés en faveur des vétérinaires privés, les promoteurs de mini laiteries, les coopératives d'éleveurs, les coopératives de groupements féminins, les couches vulnérables et les Services Techniques Déconcentrés (STD) de l'Etat.

- *Sur les vétos privés*

Installés à la faveur de l'intervention du PRODEL – K, les vétérinaires privés ont bénéficié d'accompagnement permettant d'opérer d'importants changements dans les communes d'intervention du projet.

Les vétérinaires rencontrés couvrent des zones assez importantes ; en partenariat avec les STD, ils ont mis en place des dispositifs permettant de lutter contre certaines maladies récurrentes notamment les cas de PPCB, de pasteurellose ovine et caprine, les maladies aviaires.

L'appui à l'installation des cabinets vétérinaires a aussi contribué à créer des emplois. Ainsi, à Banamba, Nossombougou, Kolokani et Badinko où la mission d'évaluation est passée, les cabinets visités comprennent, en plus des promoteurs, deux ou trois agents salariés dont au moins un permanent. Ceci contribue à réduire le taux de chômage, d'instaurer une stabilité sociale et d'assurer de meilleures conditions de vie aux familles des travailleurs. Selon un promoteur ***"Grâce à cette activité, j'ai pu inscrire mes enfants dans des écoles privées et en leur assurant ainsi une***

meilleure éducation".

Les différentes formations organisées par le PRODEL – K (législation vétérinaire, maladies aviaires, gestion comptable et financière) à l'intension des vétérinaires privés ont permis à ceux – ci de mieux structurer leurs activités et de mieux maitriser les lois et règlements de la médecine vétérinaire, important pour leur opérationnalité dans leurs zones d'intervention. De même, ces formations ont permis aux bénéficiaires de disposer de connaissances approfondies sur les maladies animales notamment les maladies aviaires et enfin de disposer des outils comptables et financiers pour mieux gérer leurs entreprises.

Il faut signaler que la collaboration des vétérinaires privés avec les STD pour l'organisation et la tenue des journées de vaccination, le suivi sanitaire des animaux appartenant à des couches vulnérables, aux organisations féminines et à d'autres privés a contribué à améliorer la santé et la production animales dans les communes d'intervention du PRODELK. Ainsi, des maladies récurrentes dans ces zones ont fait l'objet de suivi régulier de la part des vétérinaires. De même, le suivi des ovins et/ou caprins appartenant à des femmes vulnérables et à des membres des coopératives bénéficiaires des appuis a contribué à améliorer la productivité du cheptel. Partout où la mission est passée, nous pouvons signaler que de deux (2) à trois (3) têtes d'ovins et/ou de caprins au démarrage, certaines bénéficiaires en disposent de plus d'une dizaine à la fin de la phase II du projet.

Mini laiterie de Badinko/Kita

- *Sur les mini laiteries*

Comme pour les mandataires de cabinets privés, les appuis du PRODEL – K en faveur des promoteurs des mini laiteries ont considérablement produit des effets concrets et visibles sur le terrain. Ces appuis ont surtout porté sur l'installation et l'accompagnement des promoteurs, leur dotation en équipements et matériels de travail, l'organisation des sessions de formation et des visites d'échange, l'intermédiation avec les Institution de Micro Finances (IMF) et la collaboration avec les coopératives des éleveurs pour leur approvisionnement en lait. Trois (3) promoteurs de mini laiteries à Banamba, à Souban/Koulikoro, et à Badinko/Kita ont été rencontrés au cours de la mission de terrain et les résultats des appuis sont très concluants.

En effet les appuis du PRODEL – K ont permis aux promoteurs de diversifier leurs activités à travers la multiplication des produits laitiers (lait frais, écrémé et caillé, beurre et yaourt) et leur disponibilité

en toute période de l'année. Les zones de Banamba, de Kolokani et de Badinko étant des zones de fortes concentrations d'animaux permettent aux éleveurs et promoteurs de commercialiser le lait local et ses produits dérivés à tout moment. Ce qui a aussi contribué à la valorisation du lait local, créé un emploi salarié aux travailleurs et enfin créé des biens et de la richesse pour les promoteurs et/ou gérants des mini laiteries. "***Grâce à cette activité, j'ai pu m'acheter des bovins et un terrain à usage d'habitation***" rapporte un gérant de mini laiterie.

- *Sur les coopératives d'éleveurs*

L'objet des appuis du PRODEL – K en faveur des coopératives d'éleveurs est de permettre l'approvisionnement régulier des mini laiteries en lait frais pendant toute la durée de l'année. Leurs membres ont ainsi bénéficié des mêmes appuis que les autres types de groupement. Ces appuis ont surtout contribué à une meilleure organisation des éleveurs pour faire face à des difficultés auxquelles ils n'ont souvent pas de solutions. De même l'intermédiation entre les coopératives et les IMF a permis aux membres de disposer de l'aliment bétail en des périodes où ils ont le plus besoin. La disponibilité de ce complément alimentaire dans les Banques d'Aliment Bétail (BAB) permet aux éleveurs d'approvisionner régulièrement les mini laiteries en lait frais.

Les différentes coopératives existant dans les zones d'intervention du PRODEL – K et qui ont fait l'objet de visites et d'échanges, disposent d'équipements (BAB et/ou marché à bétail équipé de forage, etc.) leur permettant d'être des acteurs de développement économique local. Bien qu'il soit une source de revenu pour la coopérative des éleveurs, le marché à bétail de Didiéni (commune rurale de Kolokani) est également source de nombreuses Activités Génératrices de Revenus (AGR). Ce complexe d'élevage fait aujourd'hui l'objet de nombreuses convoitises lors des foires hebdomadaires de Didiéni où les petits commerçants s'activent pour vendre leurs produits. Comme tout équipement marchand, le marché à bétail de la coopérative des éleveurs de Didiéni est équipé d'un couloir de vaccination permettant aux éleveurs de vacciner leurs animaux en toute sécurité, d'éviter des pertes d'animaux et de minimiser des accidents de travail lors des embarquements ; en d'autres termes, le marché à bétail a permis aux responsables de la coopérative de travailler dans de

meilleures conditions.

Tout comme les autres bénéficiaires, les formations organisées à l'intention des membres des coopératives leurs ont permis de disposer d'outils et de moyens pour mieux organiser leurs élevages, d'apporter une alimentation rationnelle à leur bétail et de faire un suivi sanitaire régulier pour une meilleure gestion de leurs unités de production. Ainsi, les membres à travers leurs gérants disposent de documents comptables et financiers permettant d'établir la situation de leurs coopératives à tout moment.

"La disponibilité de l'aliment bétail à travers la vente de proximité a contribué à alléger les souffrances des éleveurs pendant les périodes de soudure" nous signale un éleveur de bovins.

- *Sur les groupements féminins*

Plus d'une quinzaine de coopératives de groupements féminins ont fait l'objet de visites et d'échanges au cours de la mission d'évaluation. Les appuis du PRODEL – K en faveur de ces coopératives tant techniques que financiers ont produit des effets concrets au sein des ménages des bénéficiaires et sur les coopératives elles – mêmes. Ces appuis ont permis aux groupements féminins d'être acteurs de développement au sein de leurs communautés. Le système mis en place à travers l'intermédiation avec les IMF a permis aux coopératives de disposer des fonds rotatifs dont les membres s'organisent pour faire le petit élevage donc de développer des AGR même si quelques problèmes ont été signalés ça et là (blocage de fonds par l'IMF Kondo Jigima, vol et mort d'ovins et de caprins). De deux (2) têtes au départ, certaines bénéficiaires disposent de presqu'une dizaine au moment de l'évaluation.

En plus des charges de ménages dont les femmes en milieu rural sont traditionnellement porteuses, le petit élevage a permis à certaines bénéficiaires de subvenir aux besoins de leurs enfants scolarisés (à travers fournitures et matériels scolaires) et de surcroit constituer le trousseau de mariage de leurs filles notamment.

Elevage d'ovins à Galo/Banamba

Comme pour les vétérinaires privés, les mini laiteries et les coopératives d'éleveurs, les appuis du PRODEL – K sont des subventions accordées aux coopératives des groupements féminins afin qu'elles puissent devenir des actrices du développement économique local des zones d'intervention.

- *Sur les couches vulnérables*

Les couches vulnérables constituent la frange la plus fragile de toute communauté tant en milieu rural qu'en milieu urbain. Elles sont constituées généralement de femmes malades, de personnes âgées, des handicapés physiques et mentaux et des enfants en situation difficile. Les appuis du PRODEL – K ont surtout été orientés en faveur des femmes seules ou malades ou handicapées et qui sont souvent chefs de ménage.

Deux maisons construites par une vulnérable grâce à l' appui au PRODEL - K

Les effets induits sur les femmes vulnérables sont entre autres :

- La prise en charge de certains besoins élémentaires par elles – mêmes (santé, éducation, nourriture) et qu'elles n'étaient pas à mesurer de supporter sans les appuis du PRODEL – K. Les femmes vulnérables bénéficiaires des appuis disposent pour la plus part de ressources nécessaires pour supporter les frais médicaux, les fournitures scolaires des enfants et assurer de l'alimentation pour leurs familles.

Bénéficiaire de noyau de caprins

- La socialisation des bénéficiaires qui leur permet de s'intégrer dans leurs communautés, d'avoir une certaine reconnaissance comme personne physique et d'être acteurs de développement de leurs collectivités. Les personnes démunies dans certaines conditions se sentent de plus en plus exclues par manque de ressources financières et/ou matérielles. Les appuis du PRODEL – K ont contribué à dissiper l'image que ces personnes ont d'elles-mêmes mais aussi à changer le regard que les autres portent sur elles. ***''Pour subvenir à mes besoins, je pilais et fendais du bois pour les autres, grâce aux appuis dont j'ai pu bénéficier, je dispose de caprins, de maisons et je me sens comme les autres''***. rapporte une vulnérable bénéficiaire des appuis.
- Constitution des trousseaux de mariage ; les noyaux de caprins dont certaines vulnérables ont bénéficié leurs ont permis d'accompagner décemment leurs filles pendant les mariages de celles-ci.
- La multiplication des noyaux a permis à certaines bénéficiaires d'avoir une situation plus ou moins convenable. Ainsi dans certaines localités comme à Kolokani et à Sounty (cercle de Kati), grâce à l'accompagnement du PRODEL – K, certaines vulnérables ont pu disposer de logements

convenable à leur situation et constituer de petits troupeaux de caprins pour faire face à d'éventuels besoins. ***''Ma maison était en délabrement, grâce à l'accompagnement du projet j'ai pu construire cette maison que vous voyez''*** nous raconte une bénéficiaire.

- *Sur les ST de l'Etat*

Le renforcement des capacités des ST afin qu'ils puissent accompagner les bénéficiaires constitue un des résultats du PRODEL –K. Des appuis réalisés dans ce sens ont permis aux agents des STD de mener à bien certaines missions d'appui/conseil dont ils ont la responsabilité et d'obtenir des résultats conséquents. Ainsi la dotation des agents de l'Etat en motos, et leur équipement en matériels et fournitures de bureau a contribué à une meilleure organisation et un bon fonctionnement des services techniques notamment le service vétérinaire et le Service Local de la Production et des Industries Animales (SLPIA) d'une part, et à la réduction de la vente illicite des produits vétérinaires et à aux abattages clandestins d'autre part dans les zones d'intervention du projet.

V_ LES CONTRAINTES ET LES FACTEURS DE SUCCES

5.1_ Les contraintes

Lors de la mise en œuvre du projet, des contraintes ont été constatées parmi lesquelles, on peut citer:

- Le choix des AGR pour les ménages vulnérables: les AGR financées sont faibles par rapport au degré de vulnérabilité des ménages. On pouvait avoir plus d'effet et faire tâche d'huile à travers des AGR plus consistantes (qui pouvaient éviter les ventes précoces de noyaux de petits ruminants);

- La faiblesse des interventions : le nombre de bénéficiaires directs touchés pour développer le sous – secteur est faible compte tenu de l'importance de l'élevage dans la zone d'intervention du projet et du degré de vulnérabilité des ménages. Compte tenu aussi de la précarité qui sévit beaucoup dans la zone d'intervention, des

actions qui consolident mieux la résilience (qui favorise aussi le développement des activités d'élevage notamment des actions relatives à la promotion de cultures fourragères, la récupération des terres dégradées à vocation pastorale, la diversité des activités génératrices de revenus aux profit des femmes, etc.) n'ont pas été appuyées;

- Les difficultés de continuité des activités avec les microfinances : il était prévu par exemple d'octroyer des prêts à une trentaine de groupements féminins. Tous ces groupements ont obtenus et remboursé leurs premiers prêts (taux d'atteinte de l'indicateur 100%). Aujourd'hui, la plupart des groupements féminins (il s'agit de celles qui sont affiliées aux Institutions de microfinance) n'arrivent pas à renouveler leurs prêts alors que les échéanciers de remboursement ont été respectés. Kondo Jigima tarde dans la mise en place des prêts à Kolokani et Banamba. Pour des problèmes de liquidé financière, les fonds de garantie des 5 anciens groupements féminins de Banamba sont bloqués au niveau de Jigiyaso Ba. Toute fois avec la BNDA l'octroi de prêts continuent normalement sans interruption. La faiblesse des IMF remet aujourd'hui en cause la continuité des activités de prêts et donc de la pérennité du volet microcrédit à travers les IMF ;

- Les cas de mortalités (dus notamment à des maladies caprines) ou de perte (vol) de noyaux de petits ruminants octroyés aux ménages vulnérables amène le projet a réorienter les appuis pour les s bénéficiaires concernées vers d'autres activités

d'élevage, plus précisément l'aviculture avec l'octroi d'une dizaine de volailles ;

- Le manque d'appropriation des contenus des protocoles au niveau local: les protocoles signés avec les services techniques (SV, DRPIA) souffrent d'appropriation au niveau local;
- l'insuffisance des missions des services techniques: les missions des services techniques comme le SV et le DRPIA ne prennent pas en compte par exemple les activités de contrôle de ventes de produits vétérinaires de façon illicite aux niveaux des différents marchés domestiques. De plus ces missions ne permettent pas aussi de faire le contrôle sanitaire des produits animaux, encore moins l'abattage clandestin, très fréquent dans la zone d'intervention;
- La méconnaissance du projet au niveau régional malgré de multiples efforts en matière du développement de l'élevage.

5.2_ Les facteurs de succès

Il s'agit des facteurs qui ont favorisés l'atteinte des résultats du projet. Parmi ces facteurs, on peut citer :

- la volonté des acteurs bénéficiaires des appuis qui atteste une forte nécessité de développer l'élevage dans la zone d'intervention en vue notamment d'améliorer les moyens et modes d'existence des agro-éleveurs;
- l'adaptabilité des interventions au contexte de la zone d'intervention du projet;

- l'engagement des autorités communales à œuvrer dans le cadre de la recherche du mieux être des agro-éleveurs ;
- La présence des données de base permettant d'apprécier les différents changements constatés sur l'élevage dans la zone d'intervention du projet ;
- L'existence d'un dispositif de coordination, de planification et de suivi-évaluation au sein du PRODEL K II qui favorise, une réorientation des activités en cas de nécessité ;
- Les capacités organisationnelle et technique des groupements féminins, des coopératives d'éleveurs, des vétérinaires privés et des promoteurs de mini laiteries qui favorisent un environnement où les risques d'intervention sont minimisés ;
- L'évidence des effets qui rassurent davantage les bénéficiaires directs et indirects à maintenir toujours le rythme des interventions.

VI_ LES DIFFERENTES PERSPECTIVES

Les différentes orientations en termes de perspectives pour la suite du projet proviennent de l'engouement crée par le PRODEL KII dans la zone d'intervention au sein notamment des principaux acteurs du sous – secteur de l'élevage.

Parmi ces perspectives, on peut citer :

- L'émergence des engouements dans la zone d'intervention du projet des cultures fourragères pour diversifier les sources d'alimentation du cheptel;
- L'intérêt de beaucoup d'agro-éleveurs, des groupements féminins et des ménages vulnérables pour l'embouche ovine et bovine dans le cadre de la diversification des AGR tendant à renforcer leur résilience;
- L'intérêt de beaucoup de groupements féminins et des ménages vulnérables pour l'aviculture locale très confortable dans la zone d'intervention;
- L'intérêt aussi de groupements féminins de pérenniser le microcrédit dans la zone d'intervention compte tenu des difficultés d'accès aux crédits avec les IMF;
- L'intérêt de tous les acteurs de la filière lait pour l'interprofession qui est sensée être un cadre fédérateur pour mieux gérer les questions relatives à l'approvisionnement des mini laiteries en lait;

- L'intérêt aussi de tous les acteurs du projet pour une intégration durable de l'agriculture – élevage dans une dynamique de complémentarité réciproque;

- La question aussi des conflits entre agriculteurs et éleveurs à travers notamment une gestion concertée des ressources naturelles dans la zone d'intervention du projet.

VII_ LES DIFFERENTES RECOMMANDATIONS

Les principales recommandations de la mission sont :

- La consolidation des acquis : les acquis générés dans la mise en œuvre du PRODEL KII sont encore fragiles. Il est donc important avant tout retrait de consolider ces acquis à travers notamment un programme complémentaire.
- Le renforcement de l'accès des agro-éleveurs aux services de proximité dans le domaine de l'agriculture et l'élevage : il s'agit donc de faciliter aux agro-éleveurs un accès durable aux intrants agricoles, zootechniques et vétérinaires afin de favoriser une baisse des mortalités (petits ruminants et volaille) et une augmentation significative des productions. Il faut donc : (i) Diversifier l'offre de services des BIAE par des intrants, (ii) Rendre les BIAE fonctionnelles, (iii) Organiser les BIAE fonctionnelles en réseau, (iv) Appuyer l'extension des offres de services des CVPP dans les zones reculées, (v) Renforcer les capacités techniques des CVPP, (vi) Faciliter la mise en place d'un collectif de CVPP et enfin (vii) Accroître la demande solvable des agro-éleveurs.
- Le renforcement des pratiques des pratiques agro-pastorales de façon durable : il s'agira à ce niveau de favoriser une forte optimisation de l'intégration agriculture-élevage (pratiques innovantes agriculture-élevage).
- Diversifier et renforcer les capacités économiques des bénéficiaires (groupements féminins surtout) : il s'agira d'améliorer les revenus des groupements féminins appuyés à travers une forte diversification des activités. ceci a un effet significatif non seulement sur la production, mais également sur la sécurité alimentaire et l'exode rural.
- L'amélioration de la commercialisation du bétail et du lait local : il s'agira à ce niveau de développer des chaînes de valeur au niveau

local et de favoriser l'accès durable des éleveurs au marché rémunérateur.

- Le renforcement des capacités des partenaires locaux pour un élevage plus durable: Le renforcement des capacités des partenaires locaux améliora sans doute leurs rôles dans les actions de développement de l'élevage. Il s'agira don de renforcer leurs capacités dans la conduite des actions de plaidoyer en faveur de l'élevage durable prenant en compte les changements climatiques.

- La capitalisation des acquis du PRODEL KII : beaucoup de résultats ont été produits dans la zone d'intervention du projet soit de façon directe ou indirecte. Lors de la mise en œuvre, des approches et expériences ont été développées, il est donc important de procéder à une phase de capitalisation.

- La centralisation et la diffusion des meilleurs résultats et expériences du projet : à la différence de beaucoup de projets de développement dans la zone, le PRODEL KII a fait « tâches d'huiles ». Ces meilleurs résultats et expériences doivent être centralisés et diffusés à travers notamment la réalisation d'un microprogramme pour mieux vulgariser l'image du projet sur le plan régional et national;

- La redynamisation d'un cadre au niveau régional pour mieux partager les informations sur le projet à travers la mise en place d'un dispositif technique (comité de pilotage par exemple);

- L'élargissement du Projet à d'autres zones plus vulnérables de la région de Koulikoro (Kangaba par exemple) ;

- L’élaboration d’une nouvelle phase pour non seulement consolider les acquis des différentes phases mais aussi pour prendre en compte des questions touchant directement la résilience des communautés d’agro-éleveurs suivant une approché intégrée.

VIII_ CONCLUSION

Au terme de cette étude nous pouvons conclure :

- **Par rapport à la pertinence du projet :** on admet à ce niveau que les informations collectées montrent que le projet est pertinent parce qu'il prend en compte l'OMD 1, l'OMD 3, l'OMD 7, la politique nationale de l'élevage, la LOA, au PDESC et les Plans de Sécurité Alimentaire des communes concernées ;

- **Par rapport à l'efficacité du projet :** Au regard des objectifs assignés au projet et des résultats atteints, selon les données analysées, on constate que le projet a été efficace avec un taux d'exécution important (plus de 98%) ;

- **Par rapport à l'efficience du projet :** la disponibilité et la suffisance des ressources allouées ainsi que leur acceptabilité et adéquation permet de constater l'efficience du projet ;

- **Par rapport à la pérennité du projet :** l'appropriation, l'autonomisation, l'internalisation, les capacités techniques et organisationnelles des bénéficiaires directs montrent que les actions par rapport au développement des activités d'élevage sont durables puisqu'elles sont sensées continuer même après la période d'appui du projet;

- **Par rapport aux effets du projet :** les appuis du projet ont eu des effets positifs sur les moyens et modes d'existence des agro- éleveurs notamment en terme de génération de revenu, d'accessibilité aux aliments bétails, de valorisation du lait local, d'émergence d'une dynamique de développement, de création d'emploi, de diminution de

maladies (bovines, ovines et caprines) et de renforcement des capacités des acteurs.

Malgré les résultats, des contraintes sont aujourd'hui identifiées, notamment :

- Le choix des AGR pour les ménages vulnérables;
- La faiblesse des interventions (faiblesse de l'échelle);
- Les difficultés de continuité des activités de microfinance ;
- Les cas de mortalités et de perte (vol) de noyaux de petits ruminants (dus parfois à des maladies caprines) octroyés aux ménages vulnérables ;
- L'absence de cadre de concertation au niveau région suite à La délocalisation des cadres de concertation au niveau des cercles;
- Le manque d'appropriation des contenus des protocoles/conventions de partenariat par les services techniques;
- La méconnaissance du projet au niveau régional malgré de multiples efforts en matière du développement de l'élevage.